

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Ministère de la Justice
Direction interrégionale des Services pénitentiaires de Paris
Département Budget Finances
Unité des Achats et Marché Public
3, avenue de la Division Leclerc
B.P. 103
94267 FRESNES CEDEX
Tél : 01 88 28 70 00

**PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE
DES LOCAUX DU RESSORT
DE LA DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE PARIS**

Date et heure limites de réception des offres :

Le vendredi 28 mars 2025 à 12h00

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type de marché.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Renouvellement	5
2 - Conditions de la consultation.....	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
4 - Contenu du dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire.....	7
5.2 - Echantillons	9
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Transmission sous support papier.....	10
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures	10
7.2 – Sélection des offres	10
7.3 - Suite à donner à la consultation	12
7.4 - Mise au point du marché.....	13
8 - Visite OBLIGATOIRE sur sites	13
9 - Renseignements complémentaires.....	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne : Les prestations d'entretien et de nettoyage des locaux du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris (DISP de Paris).

Lieu(x) d'exécution : Établissements du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris listés en annexe n°4.

1.2 - Mode de passation

Le présent marché est un marché de service, passé sous forme d'une procédure de l'appel d'offre ouverte, soumis aux dispositions de l'article L.2124-2 du Code de la commande publique.

Le présent marché est un marché de services qui se réfère au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G- F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (Journal Officiel de La République Française n° 0078 du 01 avril 2021)

Le marché constitue un marché à bons de commande, conclu **sans montant minimum mais avec un montant maximum de 5 000 000 euros**.

L'accord cadre à bons de commande est sur le prix unitaire.

Les bons de commande seront notifiés par les représentants du pouvoir adjudicateur **au fur et à mesure des besoins**.

La nature des prestations à effectuer est décrite dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses fiches signalétiques annexées.

1.3 - Type de marché

Le présent marché est un marché de fournitures et de services.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont alloties en quatre (4) lots, soit sept (7) départements répartis de la manière suivante :

<i>Lots</i>	<i>Départements</i>	<i>Désignation</i>
1	91-75	<ul style="list-style-type: none"> • Locaux de la Maison d'Arrêt de Fleury-Mérogis (MAF, bâtiment formation, logements, bâtiment base vie CRM, • Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation d'Evry (SPIP 91) Siège , Antenne de Courcouronnes • Locaux du Centre de Semi-Liberté (CSL) de Corbeil-Essonnes, • Locaux du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires (PREJ) du 91, • Locaux de l'Antenne du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires (PREJ) du 75, • Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) du 75 Site Charles Fourier, • Locaux du Dépôt du Palais de Justice à Paris dit « La sourisère ». • Locaux du Dépôt du Palais de Justice à Paris dit « Dépôt cour appel de Paris ».
2	94	<ul style="list-style-type: none"> • Siège de la Direction Interrégionale de Paris (DISP) y compris : Pavillon du Département Budget et Finances (DBF), Espace Modulaires DISP, DISSP, SME,PSE • Locaux du Parc Médicis du Département des Affaires Immobilières (DAI), • Locaux du Parc Médicis (Autorité de Régulation et de Programmation des Extractions Judiciaires (ARPEJ), • Locaux du pavillon n°5 des Placements sous Surveillance Electronique et Electronique Mobile (PSE, PSEM), • Locaux du pavillon n°7 de la CIRP, • Locaux de l'Antenne du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires (PREJ) du 94, • Service National des Transfèvements (SNT DAP) situé au RDC du bâtiment des locaux du Groupement d'Achat du CP de Fresnes, • Centre Pénitentiaire de Fresnes (CP Fresnes GQ hommes et MA Femmes) y compris : Locaux du Poste de Police, • Locaux de l'Espace Universalis, • Locaux de l'Abris Famille • Locaux de la Maison des Internes, • Locaux de l'Equipe Nationale des Transfèvements (ENT) situé au 1^{er} étage des locaux du Groupement d'Achat, • Locaux du Quartier de Semi Liberté (QSL) de Villejuif, • Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Créteil milieu fermé Fresnes (SPIP) du 94, • Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Créteil (SPIP) du 94.
3	78	<ul style="list-style-type: none"> • Locaux de la Maison Centrale de Poissy, • Locaux du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires de Poissy (PREJ) du 78, • Locaux du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires du Bois d'Arcy (PREJ) du 78, • Locaux de la Centre Pénitentiaire de Bois d'Arcy, • Locaux du Quartier de Semi-Liberté (QSL) de Bois d'Arcy, • Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Yvelines (SPIP) du 78 Siège et Antenne

<i>Lots</i>	<i>Départements</i>	<i>Désignation</i>
4	77-93-95	<ul style="list-style-type: none"> • Locaux du Centre de Détention de Melun, • Locaux du Centre de Semi-Liberté (CSL) de Melun, • Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Melun (SPIP) du 77, Antenne de Meaux, Antenne de Fontainebleau, Siège Dammarie les Lys, et Antenne de La Rochette • Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation St Denis (SPIP) Siège du 93, Antenne du 93, • Locaux du Centre de Semi-Liberté (CSL) de Gagny, • Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation Cergy-Pontoise (SPIP) du 95, Siège et Antenne

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classifications principales et complémentaires
Nettoyage des locaux hors logement de fonction (6182000000)
Services de nettoyage (90910000-9)
Services de nettoyage de logements, de bâtiments et de vitres (90911000-6)
Services de nettoyage de poubelles (9091800-5)

1.6 - Renouvellement

Voir dispositions de l'article 3.1 du présent règlement de la consultation.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le présent marché est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification ou du 1^{er} mai 2025 si la notification est antérieure à cette date.

Il pourra être reconduit tacitement, trois (3) fois, par périodes successives d'un (1) an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) années.

En cas de reconduction, le titulaire ne peut s'y opposer et les dispositions du code des marchés publics seront applicables de plein droit.

En cas d'absence de reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire du marché, deux (2) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

Les prestations débiteront le 01 mai 2025.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Les actes d'engagements (AE)
- Les bordereaux des prix unitaires prestations courantes (BPU) par Lot
- Les décompositions globales et forfaitaires (DPGF) et les bordereaux des prix unitaires sur les prestations exceptionnelles (BPU) par Lot
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- L'annexe n°1 – Dispositions communes
- L'annexe n°2 et n°2-bis – la reprise du personnel Lot 1 et Lot 4
- L'annexe n°3 et n°3-bis – la reprise du personnel Lot 2 et Lot 3
- L'annexe n°4 – Fiches signalétiques actualisées de chaque site
- L'annexe n°5 – Liste des Etablissements et Coordonnées
- L'annexe n°6 – Certificats de Visite (**Obligatoire**)
- L'annexe n°7 - Attestation d'engagement de confidentialité
- L'annexe n°8 – Contrainte d'accès aux Etablissements

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Oui
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
K-bis	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des prestations de références sur des marchés similaire de prestations de services effectuées au cours des cinq dernières années, indiquant le cout, la date et le destinataire.	Oui
Prestations effectuées dans des sites spécialisées (sous contraintes d'accès et de sécurités), en indiquant le montant, la date et le destinataire.	Oui
Certifications et Qualifications exigées et en l'absence de qualifications et de certifications, fournir l'attestation d'exécution.	Non

Renseignements concernant la capacité économique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Chiffre d'affaires minimal de 600 000 euros annuels	Oui

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit **le Document Unique de Marché Européen (DUME)**.

Le pouvoir adjudicateur invite vivement de la part du candidat à utiliser le DUME pour présenter sa candidature.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

- Le cahier des clauses administratives particulières n°10022025 (C.C.A.P.) à accepter sans aucune modification et paraphé ;
- Le cahier des clauses techniques particulières n°10022025 (C.C.T.P.) à accepter sans aucune modification et paraphé ;
- Les bordereaux des prix unitaires des prestations courantes pour le(s) lot(s) concerné(s) à tamponner, daté et signé
- Les bordereaux des prix unitaires des prestations exceptionnelles et du tri sélectif ;
- Décomposition du prix global et forfaitaires pour les 4 lots
- Le mémoire technique : justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise ainsi que les fiches techniques correspondant aux produits, matériels, consommables et prestations proposées par le candidat.
- Tableau synthétique de présentation des produits (d'entretien et matériels) et des consommables proposées pour l'exécution du marché : avec la marque , la photo du produit et les caractéristiques techniques.
- Annexe n°1 : dispositions communes aux différents établissements pénitentiaires à accepter sans aucune modification tamponnée, datée et signée,
- Annexes n° 2,3 ,2bis et 3bis : état des reprises des personnels,
- Annexe n°4 sur les fiches signalétiques à retourner datées, tamponnées et signées
- Annexe n°5 sur la liste des EP et coordonnées pour visite
- Annexe n°6 sur le Certificat de Visite obligatoire
- Annexe n°7 sur l'attestation d'engagement de confidentialité
- Annexe n°8 sur les contraintes d'accès aux Etablissements

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

- MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT

Les opérateurs économiques peuvent se porter candidat individuellement ou sous forme de groupement d'opérateurs économiques.

En vertu des articles R2142-19 et R2142-20 du code de la commande publique, pour l'exécution du marché, si le candidat retenu est un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la DISP.

Les candidats ne pourront pas présenter plusieurs offres en agissant comme mandataire de plusieurs groupements. De plus, les candidats ne pourront pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.
-

L'ensemble des candidats qui se trouveraient dans un ou plusieurs de ces cas sera éliminé ainsi que le ou les groupements dont ils faisaient partie. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

- MODALITES DE REPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Pour justifier de ses capacités professionnelles ou techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte des capacités professionnelles et techniques d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Dans ce cas, le candidat devra :

- justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants en produisant l'ensemble des documents demandés dans l'avis de publicité,

Et

- justifier les prestations (et leurs montants) dont la sous-traitance est envisagée ;

- justifier la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C. ;
- justifier qu'il dispose des capacités des sous-traitants présentés pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit du sous-traitant ;

et également,

- présenter un acte spécial de sous-traitance dans les pièces relatives à l'offre soit le formulaire DC4 téléchargeable sur le site du MINEFE :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Les tâches que l'acheteur souhaite faire effectuer exclusivement par le titulaire du contrat sont indiquées au cahier des charges.

5.2 - Echantillons

Sans objet

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) est également autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

L'offre papier ou l'offre reçue sur un support électronique physique (Clé USB) est irrégulière sauf :

- Si la procédure rentre dans les exceptions prévues par les textes (Listes prévues à l'article R.2132-12 du code de la commande publique
- S'il s'agit du doublon, sous forme de copie de sauvegarde, de la réponse électronique reçue par le pouvoir adjudicateur

Cependant, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de régulariser l'offre papier ou l'offre reçue sur un support électronique physique (Clé USB). Le cas échéant, le candidat devra lui fournir les éléments nécessaires, dans la forme et les délais imposés.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 – Sélection des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4 et R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières seront éliminées.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Conformément aux articles R2152-1 et 2 du Code de la Commande Publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à la régularisation des offres irrégulières de tous les soumissionnaires concernés dans un délai approprié et identique pour tous, à condition que les offres ne soient pas anormalement basses. Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas les régulariser, ou si à l'issue de cette phase de régularisation, des offres demeurent irrégulières, celles-ci ne seront pas notées ni classées.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres et ne peut pas concerner les offres jugées anormalement basses. La régularisation ne peut également concerner l'absence d'une pièce constituant l'offre du candidat.

Traitement des offres anormalement basses

Conformément aux articles R2152-3 à 5 du Code de la Commande Publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir au pouvoir adjudicateur toutes les justifications sur la composition de l'offre afin de lui permettre d'apprécier si l'offre proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché.

Le caractère anormalement bas de l'offre sera apprécié au regard de l'ensemble des éléments fournis par le candidat.

Si le candidat ne répond pas au pouvoir adjudicateur ou si les justifications produites par le candidat ne permettent pas d'écarter le caractère anormalement bas de l'offre, cette dernière est éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Sous cette réserve, le marché à conclure dans le cadre de la présente consultation sera attribué au candidat ayant présenté un mémoire détaillé et une offre économiquement la plus avantageuse, jugée sur les bases des critères pondérés d'attribution ci-dessous :

<i>Libellé</i>	<i>Pondération</i>
1- Proposition de Prix	60
2-Description et qualité des moyens humains (y-c pour l'encadrement) et organisationnels prévues pour l'exécution du marché	20
3-Description et qualité des prestations et des matériels (y-c consommables) proposés pour l'exécution du marché	20

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée. Il est rappelé aux candidats qu'ils ne doivent, en aucun cas et pour quelque raison que ce soit, modifier les documents fournis dans le dossier, sous peine de voir leur offre écartée.

Pour information, le nombre estimatif des effectifs par site et par lot est donné à titre indicatif dans l'annexe propre au règlement de consultation et n'engage pas l'administration.

Il est porté à l'attention des candidats que l'administration tiendra compte du B.P.U. des prestations exceptionnelles et du tri sélectif

1 - Critère prix – 60 points :

Le soumissionnaire proposant le prix le plus bas obtient la note maximale, à savoir 60 points :

- 50 points sur les offres de prix unitaires proposés dans les BPU
 - o 20 points pour l'analyse des prix du BPU Bâtiment Administratif ;
 - o 15 points pour l'analyse des prix du BPU Bâtiment PREJ ;
 - o 15 points pour l'analyse des prix du BPU Bâtiment Etablissement ;
- 10 points sur les estimations de couts par lot dans les DPGF.

La note du critère prix est obtenue à l'aide des formules suivantes :

➤ Formule sur les offres proposées dans les BPU

$N = [(PR/P) \times \text{point}]$ par ligne de poste

N : Note du soumissionnaire évalué par ligne de poste sur le BPU

PR : Prix **unitaire HT de la ligne de poste** du soumissionnaire le moins cher,

P : Prix **unitaire HT de la ligne de poste** du soumissionnaire évalué.

➤ **Formule sur les estimations de couts dans la DPGF**

$N = [(PR/P) \times 10 \text{ points}]$

N : Note du soumissionnaire évalué par l'estimation de tous les sites dans le DPGF

PR : Prix **global HT sur la totalité du lot** du soumissionnaire le moins disant,

P : Prix **global HT sur la totalité du lot** du soumissionnaire évalué.

2 - Description et qualité des moyens humains (y-c pour l'encadrement) et organisationnels prévues pour l'exécution du marché – 20 points :

L'analyse de la description et qualité des moyens humains (y-c pour l'encadrement) et organisationnels prévues pour l'exécution du marché sera basée sur les sous-critères suivants :

1 – Suivi et contrôle de la prestation	7
Dispositif, fréquence et fiche des contrôles permettant d'observer le niveau de propreté	5
Modèle de fiche d'état contradictoire de propreté des lieux proposé au marché	2
2 – Moyens humains affectés à la prestation par site (qualification du personnel)	13
Personnel d'exécution et Personnel d'encadrement	5
Organisation de la gestion (y-compris de l'encadrement) et de la rotation de leurs personnels	8

3- Description et qualité des prestations et des matériels (y-c consommables) proposés pour l'exécution du marché – 20 points :

L'analyse de la description et qualité des prestations et des matériels (y-c consommables) proposés pour l'exécution du marché sera basée sur les sous-critères suivants

1 – Description de la prestation de nettoyage	10
Description de la prestation de nettoyage	5
Méthodologie des autocontrôles de la prestation de nettoyage par le titulaire	5
2 – Qualité des matériels	10
Liste et qualité des matériels proposés afin de réaliser la prestation	2
Liste et qualité des consommables proposés pour l'exécution du marché	8

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2144-1 (le cas échéant) du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

En cas de dépassement de ce délai, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer et de signer le marché avec l'auteur de l'offre classée immédiatement après (et ainsi de suite).

Par ailleurs, en cas d'offre non signée au moment de son dépôt, l'attributaire sera invité, en même temps, à transmettre compléter et signé l'Acte d'engagement du marché.

Dès qu'il aura fait son choix, et avant conclusion du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur avise par écrit les autres soumissionnaires du rejet de leurs offres.

7.4 - Mise au point du marché

Conformément à l'article R2152-13, l'acheteur pourra procéder avec l'attributaire à une mise au point des composantes du marché public avant sa signature (si nécessaire).

Cependant, cette mise au point ne pourra avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché public dont la variation est susceptible de fausser la concurrence ou d'avoir un effet sur le classement des offres.

Une fois la mise au point effectuée entre les parties, cette dernière sera annexée à l'Acte d'engagement qui sera notifié à l'attributaire du marché. Les modifications apportées par la mise au point ont priorité pour toutes les modifications qu'elles apportent explicitement au marché.

8 - Visite OBLIGATOIRE sur sites

Chaque candidat pourra se rendre sur les sites indiqués en l'annexe n° 4 afin de reconnaître les lieux où les prestations doivent être réalisées. Les prix de soumission, sauf stipulation différente du marché, sont supposés couvrir toutes les obligations au titre du présent marché et tout ce qui est nécessaire pour la bonne exécution des prestations.

➤ Visites obligatoires

Le certificat de visite (fourni dans le dossier de consultation) sera visé par le responsable de la visite ou un représentant de l'administration.

Les visites sont obligatoires pour tous les candidats sur les quatre (4) sites suivants :

- Siège de la DISP de Paris, situé à Fresnes ;
- Centre Pénitentiaires de Fresnes (CP), situé à Fresnes ;
- Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires de Fresnes (PREJ 94), situé à Fresnes ;
- Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Val de Marne (SPIP 94), situé à Créteil.

Les visites obligatoires sur les quatre (4) sites ci-dessus auront lieu aux dates suivantes :

- Pour les 3 sites de Fresnes :
 - Le mercredi 5 mars 2025 à 9h
 - Le mercredi 12 mars 2025 à 9h
- Pour le site de Créteil :
 - Le jeudi 6 mars 2025 à 9h30
 - Le jeudi 13 mars 2025 à 9h30

Les visites des autres locaux sont conseillées. Pour ce faire, vous trouverez dans l'annexe n° 5 les coordonnées des contacts des différentes structures concernées par les visites.

Il est rappelé que les certificats de visite annexe n°6, signés et tamponnés par l'administration, devront être insérés dans les documents à produire par chaque candidat.

9 - Renseignements complémentaires

Adresses supplémentaires et points de contact

Les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 7 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard cinq (5) jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite via le site LA PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse écrite sera adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier via le site LA PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> , 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Correspondants du marché :

Renseignement(s) administratif(s) et techniques :

DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE PARIS

Département du Budget et des Finances

Unité des Achats et des Marchés Publics

3, avenue de la Division Leclerc - B.P. 103

94267 FRESNES CEDEX

Téléphone : 01 88 28 70 00

Courriel : LISTEDRSPPARISCELLULEMARCHE@justice.fr